

Bulletin d'histoire politique

« L'impérieuse mission de la jeunesse » ou l'émergence d'un groupe social, la jeunesse

Louise Bienvenue



Volume 9, Number 2, Spring 2001

Les années 1930 au Québec : une société à la recherche de son avenir

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060457ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060457ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bienvenue, L. (2001). « L'impérieuse mission de la jeunesse » ou l'émergence d'un groupe social, la jeunesse. *Bulletin d'histoire politique*, 9(2), 14–21.
<https://doi.org/10.7202/1060457ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

« L'impérieuse mission de la jeunesse » ou l'émergence d'un groupe social, la jeunesse

LOUISE BIENVENUE
stagiaire post doctorale
*Carleton University*¹

Les années 1930 sont-elles autre chose, dans la mémoire que nous en avons conservée, que des années de crise, de vaches maigres et de soupe populaire composant le menu frugal de cette sombre époque ? Les historiens ne diront jamais assez, en effet, la misère de ces années d'avant l'État-providence où la force des liens communautaires, qui rendent certains de nos contemporains nostalgiques, n'empêcha pas le froid, la faim, l'humiliation et les horizons bouchés. Faute de pain blanc, on savait toutefois, à l'époque, s'alimenter d'utopie, ce ressort trop oublié aujourd'hui du changement social.

À gauche comme à droite, le rêve d'une société meilleure mobilise donc, au cœur des années de la Grande dépression, militants et analystes de la « question sociale » avec une ferveur décuplée par le contexte d'urgence. Dans le concert des voix s'élevant alors pour proposer différents remèdes au marasme social, un nouveau groupe social, en voie de consolidation, réussit à frayer son chemin, allant jusqu'à s'imposer comme un interlocuteur privilégié du débat social : la jeunesse. Comme si la métaphore d'une jeunesse incarnant l'avenir portait davantage en ces heures difficiles, celle-ci se voit en effet accorder une audience inédite par les pouvoirs publics et les faiseurs d'opinion.

Certes, il faut faire la part des choses en examinant l'inflation du discours sur la jeunesse qui a alors cours. Précisément parce que les usages métaphoriques sont souvent déconnectés des conditions réelles du groupe d'âge en question. Néanmoins, au-delà des inévitables récupérations, l'irruption de la jeunesse sur la scène publique, au cours des années 1930, est un phénomène bien réel qui semble intimement associé au contexte socio-économique de crise.

UN FOISONNEMENT INÉDIT D'ASSOCIATIONS DE JEUNES

Au Québec, comme ailleurs en Occident, les années 1930 sont marquées par un véritable foisonnement d'associations de jeunes. Dans la

province, et chez les seuls Canadiens français, on retrouve d'une part plusieurs regroupements de type spontané. Il s'agit, pour la plupart, de groupuscules formés de jeunes intellectuels, issus des collèges ou de l'université. Plusieurs d'entre eux gravitent autour du mouvement nationaliste, tout en cherchant à préserver leur identité particulière en tant que groupe « de jeunes ». Ce trait caractéristique est d'ailleurs ce qui distingue les groupes des années 1930 des associations de jeunes formées antérieurement. L'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC), par exemple, fondée en 1904, avait adopté un credo nationaliste en parfaite concordance avec celui des ténors de l'époque². Parmi les nouveaux regroupements qui voient le jour dans les années de la crise, on se souviendra, par exemple, des Jeune-Canada (1932), du groupe de la revue *La Relève* (1934), de l'équipe de rédacteurs du journal *La Nation* (1936) ainsi que des Jeunesses Patriotes (1935).

Par ailleurs, d'autres regroupements de jeunes sont également formés, à la même époque, redevables cette fois-ci à l'initiative d'adultes motivés par un souci d'encadrement de la jeunesse. La crainte de voir se former, dans les rues des villes particulièrement, un contingent de jeunes chômeurs désabusés et potentiellement menaçants, stimule chez les élites de toutes allégeances une volonté de canaliser, en des voies sûres, les énergies juvéniles débordantes. Diverses organisations de loisirs ou d'éducation populaire voient le jour dans ce contexte. Au-delà de leurs visées proprement pédagogiques ou récréatives, elles poursuivent des objectifs plus larges tels que la prévention de la criminalité juvénile et le maintien de la paix sociale. L'expansion des organisations canadiennes-françaises de scouts et guides, fondées dans les années 1920 et adressées, à cette époque, davantage aux adolescents qu'aux enfants, s'inscrit dans cette mouvance d'encadrement. L'avènement des quatre mouvements nationaux d'Action catholique spécialisée, dont nous reparlerons plus loin, est attribuable, aussi, à une initiative de ce genre. On assiste également à la fondation des Cercles de Jeunes Naturalistes (1931), dans plusieurs écoles primaires et secondaires, de même qu'à la mise sur pied des Cercles de Jeunes Agriculteurs (1933), par le ministère de l'Agriculture dans les campagnes. L'époque est également celle où prolifère l'Oeuvre des Terrains de Jeu, fondée en 1927.

On pourrait croire que ces dernières organisations, surtout destinées à prévenir les débordements de la jeunesse, sont complètement étrangères au processus d'autonomisation de la jeunesse, analysé dans cet article, et qu'elles se présentent même comme un frein à ses élans émancipateurs. Ce serait mal comprendre la mécanique plus complexe du phénomène. Plusieurs historiens et sociologues de la jeunesse ont mis en évidence l'importance de la dialectique encadrement/autonomisation dans le processus d'affirmation de la jeunesse en tant que groupe social distinct. C'est en étant d'abord

rassemblés et ségrégués à l'intérieur de structures qui leur sont spécifiquement destinées que les jeunes se trouvent en mesure d'acquérir une conscience d'eux-mêmes en tant que corps distinct. Éventuellement, ils sont ainsi à même de chercher, dans une seconde étape de la démarche, à s'affranchir d'une autorité jugée abusive pour prendre la parole en leur nom propre — le plus souvent d'ailleurs pour dénoncer l'abus de pouvoir dont ils s'estiment victimes³. À ce titre, l'institution scolaire apparaît, au premier chef, comme un instrument puissant de ségrégation par âge, mais également comme un important creuset du processus d'autonomisation de la jeunesse. Pas étonnant que plusieurs des regroupements et associations de jeunes, mentionnés plus tôt, s'y greffent ou en sont issus.

Pris dans l'ensemble, les groupes, mouvements et organisations de jeunes, qui voient le jour dans les années 1930, dessinent les pourtours d'une catégorie jeunesse fort extensible, qui couvre un large spectre d'âge. Malgré leurs différences de clientèle, de formes et d'objectifs, tous ces groupes participent d'un même mouvement qui tend à rendre la jeunesse de plus en plus présente socialement, voire incontournable politiquement. Les élections de 1936 l'illustrent parfaitement, puisque les jeunes en âge de voter (les 21 ans et plus) s'y voient courtisés de toutes parts. Selon René Nivard, de la Jeunesse Indépendante Catholique, la flagornerie des politiciens ne trompe guère et a pour effet de rendre la jeunesse consciente de son pouvoir social :

La jeunesse est une force. C'est un fait reconnu et admis. Rarement cependant, le fut-il davantage qu'en cette dernière campagne électorale. C'est à celui des deux chefs et des deux partis qui serait le plus jeune et le plus grand ami des jeunes. Il ne nous vient pas à l'esprit un seul discours des chefs où l'on aurait négligé de déplorer la lamentable situation des jeunes et de promettre de donner à ce problème une attention particulière⁴.

En dépit des différences importantes que l'on peut identifier quant à la nature des différents regroupements de jeunes qui sont formés au cours de la décennie — avant-gardes de jeunes militants ou organisations de loisirs supervisés par des adultes — toutes semblent donc avoir concouru à rendre la jeunesse plus visible socialement. Ainsi, au-delà des importantes forces centrifuges qui menacent la cohésion du groupe (le sexe, la scolarité, les appartenances de classe et d'ethnie et même l'âge, tant il est vrai qu'un monde sépare le « jeune » de 13 ans de celui qui en a 22) celui-ci s'affirme incontestablement dans le contexte des années 1930.

1. GÉNÉRATION SACRIFIÉE, GÉNÉRATION RÉDEMPTRICE...

Lors de la Semaine sociale tenue au Collège Jean-de-Brébeuf en 1937, un jeune avocat au Barreau de Montréal, du nom de Roger Brossard, répondait

à l'invitation du jésuite Recteur en prononçant un discours sur un thème commandé : « L'Impérieuse mission de la jeunesse ». Il semblait acquis, dans le thème choisi par les organisateurs de l'événement, que le groupe d'âge était investi d'un rôle spécifique et important dans la société canadienne-française. S'appliquant à remplir la commande lui étant adressée, le jeune conférencier rappela d'abord, en des termes que n'auraient certes par renié la plupart des groupes de jeunes de l'époque, la genèse de cette affirmation récente de la jeunesse comme groupe social :

Devant le désarroi de leurs aînés, devant la faillite menaçante dont ils sont les victimes, bien plus que les responsables, devant la fuite éparse des forces de la nation, les jeunes que le mal du régime et du siècle n'avaient pu atteindre se sont levés pour sonner le cri de ralliement, arrêter la débandade et reconstituer une âme nationale⁵.

Le discours de Brossard comporte, synthétisés de façon remarquable, les principaux axes d'une analyse développée par plusieurs mouvements de jeunes des années 1930, sur la base de laquelle s'est établie la légitimité de leur action sociale autonome⁶. L'argumentaire passe, en premier lieu, par le discredit de la classe adulte dans son rôle de gestion des affaires publiques. Victime d'un laisser-aller inexcusable, la « génération de la crise » se voit privée de sa jeunesse puisque privée d'avenir : « Que d'espoirs déçus, que de rêves chimériques — apanage des cœurs de vingt ans — évanouis »⁷. Pour les porte-parole des mouvements de jeunesse d'Action catholique, par exemple, la crise vient perturber, de manière inédite dans l'histoire, la ronde des générations jusque-là paisible et harmonieuse : « La classe la plus négligée et la plus à plaindre durant cette crise que nous traversons, est certainement la jeunesse [...] il ne faut pas être surpris de les entendre gronder », affirme-t-on dans les rangs de ces mouvements⁸.

La perte de confiance dans la génération au pouvoir est donc officiellement proclamée. Sur la base d'un constat d'ineptie, il devient alors possible, voire même indispensable, pour le groupe d'âge jusque-là exclu des affaires publiques — et par conséquent non entaché des mauvaises moeurs qui y ont cours — d'intervenir pour redresser la situation. Autrement dit, c'est à ceux qui ne sont pas encore corrompus par l'intérêt et le vice que revient le devoir de trouver des solutions alternatives et salvatrices. Pour plus de crédibilité, on ajoute que le contexte d'urgence fait en sorte d'accélérer le processus de maturation chez cette jeunesse éprouvée, la rendant apte, malgré son inexpérience, à fournir des solutions éclairées aux problèmes de l'heure. Réfléchissant de la sorte, plusieurs jeunes militants des associations des années 1930 se mutent donc en redresseurs de torts, en « génération neuve », investie d'une mission singulière :

Il faut nous convaincre au plus vite que nous devons faire notre grande part dans la restauration de l'ordre social. Nonobstant ce que pensent nos politiciens et brasseurs d'affaires, c'est sur les associations de jeunes et non sur des questions de partis que repose le bien-être de notre petite patrie. Il appartient à chacun de nous de remédier aux maux causés par l'imprudence de nos aînés...⁹

Plus qu'un droit à l'intervention publique donc, c'est un véritable devoir d'action que s'attribue la jeunesse à travers son analyse des événements. C'est en s'investissant d'une mission particulière, « impérieuse », dans l'effort de renouvellement social appelé par tous, qu'elle trouve le moyen d'accéder à l'existence sociale. Il faut voir, cependant, que le processus ne se produit pas de façon entièrement concertée, loin s'en faut. La rivalité n'est pas exclue de la myriade d'associations de jeunes qui fait éruption à cette époque. Chacune, en effet, tend à accéder au titre de porte-parole privilégié de cette catégorie d'âge, en se faisant reconnaître comme tel par les pouvoirs publics. Chacune entend donc parler au nom de la « vraie » jeunesse, discréditant les « fausses » jeunes incarnées par les autres groupes¹⁰. Toutefois, au-delà d'une compétition réelle, inhérente aux appartenances idéologiques et aux modalités d'action des uns et des autres, une constante rallie bel et bien la plupart des groupes de jeunes de l'époque. L'indispensable point de convergence se situe dans une commune analyse générationnelle de la réalité sociale.

2. UNE GÉNÉRATION SOCIALE

Dans l'ensemble des groupes de jeunes des années 1930, les quatre mouvements nationaux d'Action catholique spécialisée pour la jeunesse — la Jeunesse Ouvrière Catholique (1932), la Jeunesse Étudiante Catholique (1935), la Jeunesse Indépendante Catholique (1936) et la Jeunesse Agricole Catholique (1937)¹¹ — occupent une place privilégiée. Inspirés par une formule associative éprouvée avec succès en Europe, ils rencontrent vite, dans la province — en particulier la JOC et la JEC — l'adhésion des jeunes catholiques. Ce qui explique en partie leur succès tient, selon nous, au fait qu'ils établissent une sorte de fusion entre les deux types d'associations évoqués ci-haut. Les mouvements possèdent, en effet, plusieurs des attributs des groupes de loisirs et d'éducation populaire, supervisés par des adultes, mais disposent également de cette dimension plus intellectuelle, sociale et revendicatrice qui distingue les avant-gardes. En plus de la question religieuse, divers problèmes sociaux y ont droit de cité aux côtés d'activités plus strictement récréatives.

Ces groupes d'Action catholique entendent bénéficier pleinement de la plus grande autonomie attribuée aux laïcs dans le cadre des nouvelles

orientations vaticanes¹². Les aumôniers ont la mission de superviser et de conseiller, non pas celle de diriger, soutiennent les militants. Les mouvements spécialisés rejoignent une clientèle large et variée. Leur implantation dans différents milieux de vie et secteurs d'activité, leur ouverture aux jeunes gens comme aux jeunes filles¹³, leur présence dans presque tous les diocèses de la province, vont éventuellement leur permettre de parler avec une certaine crédibilité au nom « des jeunes » Canadiens français au cours des années 1930 et au-delà. Bénéficiant, au surplus, d'une infrastructure solide en raison de leur lien organique avec l'appareil de l'Église, les mouvements spécialisés possèdent des caractéristiques qui leur donnent, pendant plusieurs années, un avantage sur les autres mouvements plus spontanés et plus indépendants des autorités institutionnelles.

Pour les mouvements de jeunesse d'Action catholique spécialisée, qui occupent une position centrale dans le champ de la représentation de la jeunesse au cours des années 1930, la « génération neuve », celle-là même qui s'est manifestée aux yeux de tous, doit être d'abord et avant tout une « génération sociale ». Dans le même souffle qui leur fait rejeter l'action des adultes, les mouvements d'Action catholique critiquent toute la sphère de l'action politique — action nationaliste comprise — en l'accusant d'être stérile¹⁴. Si leur critique de la politique (surtout partisane) n'est pas neuve dans les milieux canadiens-français de l'époque¹⁵, l'équation qu'ils établissent entre « politique » et « adultes », semble beaucoup plus originale. Par opposition, les mouvements de jeunesse d'Action catholique développent, au cours des années d'avant-guerre, un véritable culte du « social » qu'ils identifient comme la sphère d'expertise de leur génération.

Contrairement à leurs aînés donc, ces jeunes estiment avoir compris les véritables urgences de l'heure. Leur stratégie de résolution de problèmes passe par l'investissement du social. Passant de la parole aux actes, les mouvements de jeunesse d'Action catholique s'emploient donc à développer une impressionnante gamme de services, dont certains sont plutôt inédits pour cette époque qui précède l'avènement de l'État-providence: aide aux chômeurs, loisirs culturels et sportifs, cours d'agriculture, foyers d'hébergements pour démunis, caisses de prévoyance, camps de vacances, etc. Il s'agit également pour eux de favoriser le développement d'une citoyenneté active qu'ils opposent, en quelque sorte, à la citoyenneté toute formelle de la société libérale. En incitant leurs jeunes membres à s'engager dans l'organisation de services, les mouvements ne contribuent-ils pas, suivant leur devise du Voir-Juger-Agir, à former pour demain une génération de citoyens responsables qui, éventuellement, pourra réhabiliter en l'assainissant, la sphère de décision politique? Or, dans l'intervalle, le travail ne manque pas et celui-ci

doit résolument s'assortir de l'étiquette « sociale » en évitant de s'égarer inutilement du côté de la politique.

CONCLUSION

L'affirmation d'une catégorie d'âge dans les années 1930 apparaît donc indissociable d'une analyse de discrimination liée à l'âge. Si la crise socio-économique touche bien l'ensemble de la société, les mouvements de jeunes de cette époque estiment qu'une génération, la leur, est plus fortement pénalisée. Il est difficile de ne pas voir de similitude entre le discours des jeunes de cette époque et les doléances exprimées aujourd'hui par celle que l'on nomme « génération X ». Un comparable refus de la politique, comme levier susceptible d'induire plus d'équité entre les générations, est aussi répandu chez les groupes de jeunes d'aujourd'hui, tel que les discussions préparatoires au Sommet du Québec et de la Jeunesse ont pu le démontrer. Ce désabusement à l'égard de la « fosse aux lions » ne contribue-t-il pas, justement, à appauvrir cette sphère d'action, en la privant de ses meilleurs éléments? Éternelle question que chaque génération, écartant un cynisme stérile, est forcée de se poser.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Je remercie la Fondation du Prêt d'honneur de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal pour leur soutien financier.

2. Sur cette dernière association, voir Michael Behiels, « L'association catholique de la jeunesse canadienne-française and the Quest for a Moral Regeneration, 1903-1914 », *Journal of Canadian Studies*, vol. 13, no. 2, été 1978, p. 27-41 ; de même que Laurier Renaud, *La fondation de l'ACJC. L'histoire d'une jeunesse nationaliste*, Jonquière, Presses collégiales de Jonquière, 1973, 154 p.

3 Joseph F. Kett, *Rites of Passage. Adolescence in America, 1790 to the Present*, New York, Basic Books, 1977. Voir aussi Olivier Galland, *Les jeunes*, Paris, Éditions La Découverte, 1985.

4 René Nivard, « Un S.O.S. à nos gouvernements », *Jeunesse*, vol. 32, no. 11-12, août-septembre 1936, p. 3.

5 Roger Brossard, *L'impérieuse mission de la jeunesse*, Montréal, Oeuvre des tracts, no. 223, janvier 1938, p. 4-5.

6. Pour plus de détails sur cette question, nous renvoyons le lecteur à notre thèse de doctorat : Louise Bienvenue, *Une jeunesse en gestation. Les mouvements de jeunesse d'Action catholique spécialisée et l'affirmation de la jeunesse comme catégorie sociale au Québec 1930-1950*, Université du Québec à Montréal, département d'histoire, 2000, 361 p.

- 7 Jean-Paul Cofsky, « Ce que nous pensons de notre avenir », *JEC*, vol. 2, no. 2, février 1936, p. 5.
8. Jean-Paul Des Chatelest, « L'abandon des jeunes. Pêché des Gouvernements », vol. 32, no. 2, *Jeunesse*, novembre 1935, p. 3.
- 9 Léo Cadorette, « À notre tour de frapper. Ne soyons pas l'enclume mais le marteau », *Jeunesse*, vol. 32, no. 2, novembre 1935, p. 3.
10. Voir, par exemple, les dissensions entre la JIC et les Jeunes Patriotes au sujet de la question nationale exposées dans notre thèse, *op.cit.*, p. 172-173.
11. Les dates correspondent à leur fondation officielle à l'échelle nationale, bien que la plupart des mouvements aient existé d'abord dans certains diocèses avant d'être fédérés sur le plan national.
12. Gabriel Clément a expliqué comment, tout au long de son pontificat, Pie XI a insisté sur l'importance de l'action apostolique du laïc dans l'Église. Son encyclique-programme *Ubi Arcano* de 1922 définit une action apostolique spécifique au laïc. *Histoire de l'Action catholique au Canada français*, Montréal, Fides, 1972, p. 11.
13. Sur l'importance de l'implication féminine au sein de l'Action catholique, voir l'excellente thèse de Lucie Piché, *La Jeunesse Ouvrière Catholique féminine et la dynamique du changement social au Québec, 1931-1966*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 1997, 471 p.
14. Dans certains mouvements, comme la JOC, cette position sera nuancée après la guerre au moment de la lutte pour « l'autonomie provinciale ». Voir à nouveau notre thèse, *op.cit.*, p. 243-250.
15. Sur cette question : André-J. Bélanger, *L'Apolitisme des idéologies québécoises*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1974.